

# RAPPORT 2020 SUR LA LIBERTÉ DE RELIGION DANS LE MONDE - MAROC

## Résumé analytique

La Constitution établit que le roi détient le titre de « Commandeur des croyants », qu'il veille au respect de l'islam et qu'il est le garant du libre exercice des affaires religieuses dans le pays. Elle interdit les partis politiques fondés sur la religion ainsi que les partis politiques, parlementaires et amendements constitutionnels qui dénigrent ou enfreignent les préceptes de l'islam. La législation sanctionne le recours à l'incitation à se convertir de l'islam à une autre religion et interdit de critiquer l'islam. Le gouvernement revendique le territoire du Sahara Occidental dont il administre la zone sous son contrôle conformément à la même constitution, à la même législation, aux mêmes structures et aux mêmes lois, y compris celles traitant de la liberté de religion. Le Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et Río de Oro (Front POLISARIO), une organisation qui réclame l'indépendance de ce territoire, conteste la revendication de souveraineté du Maroc sur ce territoire. En mai, les autorités ont arrêté l'acteur Rafik Boubker pour « propos blasphématoires contre l'islam » et « avoir attaqué le caractère sacré du culte » dans une publication sur les réseaux sociaux. Après que le gouvernement a ordonné la fermeture des mosquées en mars à cause de la pandémie de COVID-19, des salafistes ont protesté contre ces fermetures qu'ils considéraient comme une apostasie. Le lendemain après avoir critiqué cette décision du gouvernement dans une publication sur Facebook le 16 mars, le salafiste Abou Naïm a été arrêté par les autorités et inculpé pour incitation à la haine et atteinte à la sûreté de l'État. Le 3 avril, la cour d'appel de Rabat le condamnait à une peine de prison d'un an assortie d'une amende de 2 000 dirhams (220 dollars des États-Unis). En février, l'Organisation Justice et charité (OJC), un mouvement social islamique sunnite qui rejette l'autorité spirituelle du roi, s'est opposé à Rabat et Tanger à une décision prise en 2019 de fermer des mosquées informelles à Casablanca, Kénitra et Inézzane, qui fonctionnaient dans les domiciles de membres de l'OJC. Le 20 février, l'université d'Agadir a renvoyé trois étudiants appartenant à l'OJC, accusés « d'insultes à fonctionnaires et de diffamation à l'égard de choses destinées au service public ». Tandis que la loi autorise l'enregistrement des groupes religieux en tant qu'associations, certains groupes de confessions minoritaires ont signalé que les autorités avaient rejeté leurs demandes d'enregistrement. Le ministère des Habous et des Affaires islamiques a continué de guider et de contrôler le contenu des sermons prononcés dans les mosquées, l'instruction religieuse islamique et la diffusion de contenus religieux islamiques dans les médias, mesures qu'il déclarait avoir prises pour combattre l'extrémisme

violent. Le gouvernement a limité la diffusion de documents religieux non islamiques, ainsi que de supports islamiques qu'il estimait incompatibles avec l'école malikite asharite de l'islam sunnite. En janvier, le roi a inauguré Bayt Dakira, un musée de la culture juive à Essaouira.

Le 1<sup>er</sup> avril, la police de Casablanca a arrêté un homme pour discours haineux sur les réseaux sociaux, où il accusait un Juif marocain et un ressortissant étranger d'être directement responsables de l'infection d'un grand nombre de personnes par la COVID-19. Des représentants des minorités religieuses ont déclaré que la crainte du harcèlement sociétal, notamment de l'ostracisme de la part des familles des convertis, du ridicule social, de la discrimination en matière d'emploi ainsi que de la violence de la part d'« extrémistes », constituaient les principales raisons pour lesquelles ils s'étaient mis à pratiquer discrètement leur foi. Des membres étrangers du clergé ont découragé des Marocains de confession chrétienne d'assister aux services religieux par crainte de harcèlement sociétal. Un membre de la communauté chrétienne locale a déclaré que des services religieux se tenaient dans des maisons-églises secrètes afin d'éviter de tels harcèlements. Selon le rapport annuel pour 2018-2019 de l'Association marocaine des droits de l'Homme (AMDH), l'islam chiite continuait de subir un harcèlement sociétal dans la presse et les sermons du vendredi. Les représentants chrétiens et juifs ont déclaré qu'ils avaient constaté des changements positifs en matière de tolérance sociétale, qu'ils ont attribué à la visite en 2019 du pape François et à des déclarations prononcées par le roi à cette occasion. Des représentants des minorités chrétiennes au Sahara occidental ont déclaré que la crainte de harcèlement sociétal, notamment d'ostracisme de la part des familles des convertis et de ridicule social, constituaient les principales raisons pour lesquelles ils s'étaient mis à pratiquer discrètement leur foi.

Le chargé d'affaires et d'autres responsables de l'ambassade et du consulat général des États-Unis ont rencontré des représentants du gouvernement marocain, notamment du ministère de l'Intérieur et du ministère des Habous et des Affaires islamiques, pour encourager la liberté de religion et la tolérance religieuse, ainsi que le respect des droits des communautés minoritaires. Lors de réunions et de débats réguliers avec les membres des communautés religieuses tant majoritaires que minoritaires dans l'ensemble du pays, des responsables de l'ambassade et du consulat général ont mis l'accent sur l'importance de protéger les minorités religieuses et de promouvoir le dialogue interconfessionnel.

## **Section I. Démographie religieuse**

Selon les estimations du gouvernement des États-Unis, la population totale s'élève à 35,6 millions d'habitants (estimations à la mi-2020). Plus de 99 % des habitants sont des musulmans sunnites tandis que moins de 0,1 % d'entre eux sont des musulmans chiites. Moins d'un pour cent de la population est constituée de chrétiens, de Juifs et de bahaïs.

Selon des dirigeants de la communauté juive, il y aurait de 3 000 à 3 500 Juifs dans le pays, parmi lesquels environ 2 500 habitent à Casablanca. Selon les estimations de dirigeants de la communauté chrétienne marocaine, entre 2 000 et 6 000 chrétiens marocains sont répartis à travers le pays ; cependant, l'Association marocaine des droits de l'homme estime que ce chiffre atteindrait les 25 000.

Les dirigeants chrétiens étrangers résidant au Maroc estiment que leur communauté compterait au moins 30 000 catholiques et quelque 10 000 protestants, parmi lesquels bon nombre sont des migrants récemment arrivés d'Afrique subsaharienne au Maroc ou des résidents de longue date dont les familles y travaillent depuis plusieurs générations mais qui n'ont pas la nationalité marocaine. Il existe de petites communautés anglicanes composées de résidents étrangers à Casablanca et Tanger. Le Maroc recense environ 3 000 résidents étrangers s'identifiant comme étant de confession orthodoxe russe et grecque, notamment une petite communauté de résidents étrangers de confession orthodoxe russe à Rabat et une petite communauté de résidents étrangers de confession orthodoxe grecque à Casablanca. La plupart des résidents étrangers de confession chrétienne vivent dans les zones urbaines de Casablanca, Tanger et Rabat mais de petits groupes d'étrangers chrétiens sont présents sur l'ensemble du territoire, notamment de nombreux migrants originaires d'Afrique subsaharienne.

Les dirigeants musulmans chiites portent à plusieurs milliers le nombre de Marocains de confession chiite, dont la plupart habitent dans le nord du pays. De plus, on estime à un ou deux mille le nombre de résidents étrangers chiites originaires du Liban, de la Syrie, de la Tunisie ou de l'Irak. Selon ses dirigeants, la communauté musulmane ahmadie compterait 750 membres. La communauté bahaïe compterait, selon ses dirigeants, entre 350 et 400 membres dans l'ensemble du pays.

## **Section II. Situation du respect de la liberté de religion par le gouvernement**

### **Cadre juridique**

Aux termes de la Constitution, le Maroc est un État musulman et l'islam est la religion d'État. La Constitution garantit la liberté de pensée, d'expression et de réunion, et prévoit que l'État garantit à chacun la liberté de pratiquer sa religion. La Constitution établit que le roi détient le titre de « Commandeur des croyants », qu'il veille au respect de l'islam et qu'il est le garant du libre exercice des affaires religieuses dans le pays. Elle interdit la promulgation de lois ou d'amendements constitutionnels qui contreviennent à ses dispositions sur l'islam et reconnaît également la communauté juive comme faisant partie intégrante de la société. Aux termes de la Constitution, les partis politiques ne peuvent pas être fondés sur la religion et n'ont pas le droit d'attaquer ou de dénigrer l'islam. Un parti politique ne peut pas légalement remettre en question l'islam comme religion d'État. Les religions autres que l'islam et le judaïsme ne sont pas reconnues par la Constitution ou la loi.

Le gouvernement revendique le territoire du Sahara Occidental dont il administre la zone sous son contrôle conformément à la même constitution, à la même législation, aux mêmes structures et aux mêmes lois, y compris celles portant sur la liberté de religion. Le Front populaire pour la libération de Saguia el-Hamra et Río de Oro (Front POLISARIO), une organisation qui réclame l'indépendance de ce territoire, conteste cette revendication de souveraineté sur ce territoire.

La Constitution et la législation régissant les médias interdisent à toute personne, y compris les parlementaires qui, normalement, bénéficient d'une immunité, de critiquer l'islam en public, notamment sous forme imprimée ou électronique, ou à l'occasion de discours publics. De telles manifestations sont passibles de deux ans de prison et d'une amende pouvant atteindre 200 000 dirhams (22 400 dollars des États-Unis).

La loi sanctionne quiconque « emploie des moyens de séduction dans le but d'ébranler la foi » d'un musulman ou de le convertir à une autre religion en exploitant sa faiblesse ou son besoin d'assistance, ou par l'intermédiaire d'institutions d'éducation, de santé ou autres. Elle prévoit des peines de six mois à trois ans de prison assorties d'une amende de 200 à 500 dirhams (22 à 56 dollars des États-Unis) en cas d'infraction. Les mêmes sanctions s'appliquent à quiconque interfère volontairement avec des fêtes ou des rites religieux lorsque cela provoque une gêne ou nuit à la dignité de ces actes religieux. La loi prévoit par ailleurs le droit à un procès pour toute personne accusée d'une telle infraction. Elle n'érige pas la conversion volontaire en infraction. Elle permet aux autorités d'expulser sommairement tout résident non-citoyen dont la présence serait jugée constituer

une « menace pour l'ordre public », et les pouvoirs publics ont recouru à cette clause pour faire expulser des étrangers soupçonnés de prosélytisme.

En vertu de la loi, le fait d'entraver ou d'empêcher quiconque de pratiquer sa religion ou de participer à un quelconque office religieux est passible d'une peine de six mois à trois ans de prison assortie d'une amende de 200 à 500 dirhams (22 à 56 dollars des États-Unis). Selon le Code pénal, toute personne réputée musulmane qui rompt le jeûne en public durant le mois du ramadan sans bénéficier d'une dérogation accordée par les autorités religieuses encourt une peine de prison de six mois et une amende de 200 à 500 dirhams (de 22 à 56 dollars des États-Unis). La décision d'ouvrir ou non un restaurant pendant le ramadan est laissée à la discrétion de son propriétaire.

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle établie par la Constitution exige que les huit chaînes de la télévision publique consacrent 5 % de leur temps d'antenne à des contenus sur la religion musulmane et diffusent l'appel à la prière cinq fois par jour.

Les musulmans sunnites et les Juifs sont les seules communautés religieuses reconnues par la Constitution comme étant autochtones du pays. Un ensemble distinct de lois et de tribunaux spéciaux régissent certaines questions de statut personnel pour les Juifs, dont le mariage, la succession et d'autres affaires d'ordre personnel. Les autorités rabbiniques, qui sont aussi des fonctionnaires judiciaires, administrent les tribunaux juifs de la famille. Des juges musulmans ayant reçu une formation pour interpréter la charia conformément aux principes sunnites malikites asharites du pays administrent les tribunaux compétents pour entendre les affaires privées de tous les autres groupes confessionnels. Selon la loi, un musulman est autorisé à épouser une chrétienne ou une juive mais une musulmane n'est pas autorisée à épouser un homme d'une autre religion sauf s'il se convertit à l'islam. Les non-musulmans sont tenus de se convertir officiellement à l'islam et d'être résidents permanents dans le pays avant de pouvoir devenir tuteurs légaux d'enfants abandonnés ou orphelins. Selon les responsables d'orphelinats, le statut de tuteur légal suppose d'assurer l'entretien de l'enfant concerné au moins jusqu'à ce que celui-ci atteigne l'âge de 18 ans ; il n'autorise néanmoins pas le changement de patronyme de l'enfant ni son droit d'hériter et exige qu'il conserve sa religion de naissance.

Le Code général des impôts prévoit des dispositions légales concernant les abattements fiscaux, les dons fonciers et immobiliers, les subventions et les exemptions de droits de douane sur les importations nécessaires à l'activité

religieuse des groupes religieux reconnus (musulmans sunnites et Juifs) ainsi que des groupes religieux enregistrés en tant qu'associations (certaines églises chrétiennes étrangères). La loi n'exige pas que les groupes religieux soient enregistrés pour pratiquer leur culte en privé, mais un groupe religieux non reconnu doit se faire enregistrer comme association pour mener ses activités au nom du groupe (par exemple, ouvrir et détenir un compte bancaire, louer de l'immobilier, acquérir des terrains, obtenir des dons immobiliers et avoir accès aux exonérations de taxes douanières sur les importations nécessaires à leurs activités) ou pour organiser des réunions publiques. Les associations doivent se faire enregistrer auprès des responsables locaux du ministère de l'Intérieur, dans la juridiction du siège de l'association concernée. Un représentant individuel d'un groupe religieux qui n'est ni reconnu ni enregistré en tant qu'association peut être tenu responsable de tous rassemblements publics, transactions, comptes bancaires, locations de biens et/ou requêtes adressées au gouvernement en relation avec ce groupe. Une demande d'enregistrement doit indiquer le nom et l'objet de l'association, le nom, la nationalité, l'âge, la profession et l'adresse personnelle de chacun de ses fondateurs, ainsi que celle du siège de l'association. La Constitution garantit aux associations de la société civile et aux organisations non gouvernementales (ONG) le droit de se constituer et d'exercer leurs activités librement, dans les limites qui y sont fixées. La loi sur les associations interdit toute organisation qui poursuit une activité considérée par les autorités comme « contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou qui a pour but de porter atteinte à la religion islamique, à l'intégrité du territoire national, au régime monarchique ou de faire appel à la discrimination ».

De nombreuses églises chrétiennes de résidents étrangers (gérées par des résidents étrangers et fréquentées par eux uniquement) sont enregistrées avec le statut d'associations. Les églises catholique, orthodoxe russe, orthodoxe grecque, protestante et anglicane bénéficient de statuts officiels sous différentes formes. Les églises orthodoxe russe et anglicane sont enregistrées comme divisions locales d'associations internationales par l'intermédiaire des ambassades de la Russie et du Royaume-Uni, respectivement. Les églises protestantes et l'Église catholique, dont l'existence en tant qu'églises de résidents étrangers a précédé l'indépendance du pays en 1956, ainsi que les églises orthodoxes russe et grecque, bénéficient d'un statut spécial reconnu par le gouvernement, ce qui leur permet de protéger les lieux de cultes et d'y affecter des membres étrangers du clergé.

En vertu de la loi, tous les établissements d'enseignement financés par les pouvoirs publics doivent enseigner l'islam sunnite conformément aux enseignements et à la tradition de l'école de jurisprudence islamique malikite asharite. Les

établissements scolaires administrés et financés par des fonds privés ont le choix d'intégrer ou non l'instruction religieuse à leurs programmes d'enseignement. Les établissements scolaires juifs privés sont autorisés à enseigner le judaïsme.

Conformément à la Constitution, seul le Conseil supérieur des Oulémas, entité dirigée par le roi et composée de représentants de toutes les régions du pays, peut émettre des fatwas, qui deviennent juridiquement contraignantes uniquement si le roi les entérine par un décret royal puis les fait confirmer par le parlement. Ces fatwas sont estimées contraignantes uniquement pour les musulmans sunnites de rite islamique malikite asharite. Dans le cas où le roi ou le Parlement refuse de ratifier une décision du Conseil, elle demeure non contraignante et inexécutable.

Le pays est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

### **Pratiques gouvernementales**

En mai, les autorités ont arrêté l'acteur Rafik Boubker pour « des propos blasphématoires contre l'islam et avoir attaqué le caractère sacré du culte ». Selon l'Agence France Presse, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, il semblait insulter les imams, appeler à faire ses ablutions avec « du whisky et de la vodka » et vanter les mérites de l'alcool pour se « connecter avec Dieu ». Rafik Boubker, qui a été libéré sous caution en attendant l'audience du tribunal, était passible d'une peine de six mois à deux ans de prison assortie d'une amende de 20 000 à 200 000 dirhams (2 200 à 22 400 dollars des États-Unis). Le 14 juillet, le tribunal de première instance d'Aïn-Sebaâ à Casablanca a reporté son procès. À la fin de l'année, la date du procès n'était toujours pas connue.

Le 16 mars, le roi a ordonné que le Conseil supérieur des Oulémas émette une fatwa exigeant la fermeture immédiate des mosquées pour faire obstacle à la propagation de la COVID-19. Selon les autorités, les mosquées ont pu rouvrir quatre mois plus tard moyennant un strict respect des mesures contre la COVID-19.

Des salafistes opposés au gouvernement ont réprouvé ces fermetures qui auraient constitué une atteinte à la foi. Un leader salafiste, Abou Naïm, a appelé les autorités à fermer « les lieux de jeux de hasard, de ventes d'alcool et de débauche [...] au lieu de parler des mosquées ». Il a ajouté : « Le pays qui ferme ses mosquées renonce à sa religion. Ne méprisez pas la mosquée, sinon Dieu vous punira ». Abou Naïm a été arrêté par la police le 17 mars, après avoir publié la veille une vidéo sur Facebook contenant ses critiques. Après avoir été inculpé pour

incitation à la haine et à la violence et trouble à l'ordre public par les autorités, la cour d'appel de Rabat l'a condamné le 3 avril à une peine d'un an de prison assortie d'une amende de 2 000 dirhams (220 dollars des États-Unis).

Les autorités ont continué de refuser aux groupes de Marocains chrétiens la liberté de pratiquer leur culte dans des églises, le droit à un mariage civil ou chrétien et à des obsèques chrétiennes, ainsi que de fonder des églises (ou, contrairement aux églises étrangères, à se constituer en association). Les pouvoirs publics ont refusé de reconnaître officiellement les ONG qu'ils estimaient s'opposer à l'islam en tant que religion d'État.

En février, l'OJC a protesté à Rabat et Tanger contre la décision prise en février 2019 de fermer des mosquées informelles à Casablanca, Kénitra et Inézzane, qui fonctionnaient dans les domiciles de leurs membres. Selon des rapports des médias du 20 février, l'université d'Agadir a renvoyé trois étudiants appartenant à l'OJC pour « insultes à fonctionnaires et diffamation à l'égard de choses destinées au service public ».

L'OJC est restée interdite mais largement tolérée, même si le gouvernement a continué d'en surveiller les activités. Elle restait le mouvement social le plus important du pays bien qu'elle ne soit pas enregistrée. Elle a continué de publier des communiqués de presse, de tenir des conférences, d'administrer des sites internet et de prendre part à des manifestations politiques. Selon les médias, il a été observé des cas où les autorités ont empêché l'OJC de se réunir et limité la diffusion de ses publications au public. Le 25 juin, l'organisation a annoncé qu'elle ne se considérait pas comme une minorité religieuse mais plutôt comme une organisation de plaidoyer islamique privée de ses droits fondamentaux.

Au cours de l'année, il n'a pas été signalé de cas où les autorités auraient interdit à des groupes religieux non enregistrés de pratiquer leur religion en privé.

Les dirigeants communautaires de divers groupes chrétiens ont déclaré que les autorités continuaient de les contacter par téléphone ou en personne pour prouver qu'ils surveillaient toujours les activités des chrétiens. Selon des sources diverses, les pouvoirs publics ont justifié cette surveillance par la nécessité de protéger les minorités religieuses. Ils ont aussi informé toutes les communautés religieuses qu'ils surveilleraient leur respect des restrictions liées à la COVID-19 au même titre que le reste de la population.

Plusieurs groupes religieux ont rapporté qu'ils informaient parfois les autorités lorsque de grands rassemblements étaient prévus, pour lesquels elles assuraient parfois la sécurité.

Selon des dirigeants religieux et d'éminents juristes, le refus des autorités de permettre aux groupes musulmans chiites de s'enregistrer en tant qu'associations a continué de les empêcher de se rassembler légalement pour pratiquer leur religion en public. Il n'existait pas de mosquée chiite connue. Selon des membres de la communauté chiite, ils parvenaient à prier dans des mosquées sunnites mais s'exposaient à des critiques de la part d'autres fidèles à cause de leurs pratiques religieuses. Les représentants chiites ont rapporté qu'ils n'avaient pas tenté de s'enregistrer pendant l'année, craignant le harcèlement par les forces de sécurité comme cela s'était produit les années antérieures.

L'AMDH a fait une demande d'enregistrement en 2019 mais n'était toujours pas enregistrée. À la fin de l'année, une association religieuse étrangère attendait encore que soit renouvelé son enregistrement, ce qui lui posait des problèmes pour organiser des réunions et lever des fonds.

L'ONG Open Doors, dont le siège se trouve aux États-Unis, a déclaré dans son *Index mondial* annuel de 2020 que le Code pénal, qui criminalise l'acte « d'ébranler la foi » d'un musulman, mettait de nombreux chrétiens qui dialoguaient entre eux sur leur foi en danger d'être arrêtés et poursuivis au pénal. Elle ajoutait que cette disposition du Code pénal « puni[ssai]t uniquement le prosélytisme, mais [qu']il y a[vait] d'autres moyens de faire pression sur les chrétiens d'arrière-plan musulman, [comme le] retrait de leur droit à l'héritage [et] de la garde de leurs enfants... ».

Les dirigeants chrétiens ont déclaré qu'il n'a pas été signalé de cas où les autorités exerçaient des pressions sur des convertis pour les persuader de renoncer à leur foi en informant leurs amis, leurs proches et leurs employeurs de leur conversion.

Les autorités ont continué de permettre aux églises chrétiennes étrangères résidentes de mener leurs activités. Des Marocains chrétiens ont rapporté qu'ils n'assistaient généralement pas aux offices par crainte de harcèlement de la part des pouvoirs publics, voire de risquer d'être fichés par les autorités chargées de la sécurité. Des membres du clergé nés à l'étranger et des dirigeants chrétiens marocains ont signalé que des Marocains dont tout le monde savait qu'ils étaient chrétiens ne se faisaient pas harceler par les services de sécurité lorsqu'ils assistaient à l'office religieux dans des églises chrétiennes enregistrées par des

résidents étrangers au Maroc. Des résidents et non-résidents étrangers ont pris part à des offices religieux dans ces églises sans restriction.

L'interdiction d'importer, de fabriquer et de vendre des burkas remontant à 2017 était toujours en vigueur. Le ministère de l'Intérieur la justifiait en invoquant des raisons de sécurité. Cette interdiction n'empêchait pas les femmes de porter la burka ou d'en fabriquer chez elles pour leur usage personnel. Les autorités ont continué d'interdire aux présentatrices de la télévision nationale et au personnel de la police et de l'armée en uniforme de porter le hijab ou la burka.

L'Institut Mohammed VI du ministère des Habous et des Affaires islamiques est resté la principale institution gouvernementale chargée de structurer la vie religieuse du pays et de promouvoir son interprétation de l'islam sunnite. Il employait 2 100 *morchidines* (guides spirituels musulmans) et 901 *morchidates* (guides spirituelles musulmanes) dans les mosquées et institutions religieuses du pays. Les *morchidates* enseignaient des matières religieuses et prodiguaient des conseils sur des questions diverses, dont les droits juridiques des femmes et la planification familiale. L'institut a continué de dispenser aux imams la formation d'un an requise par le gouvernement, formant en moyenne 150 *morchidines* et 100 *morchidates* par an. Il a également continué de former des imams étrangers, originaires principalement d'Afrique subsaharienne. Ces séances de formation étaient nécessaires pour que les dirigeants religieux puissent recevoir le certificat permettant de travailler dans le pays délivré par le Conseil supérieur des Oulémas. Ce dernier a également continué d'organiser des séances de formation continue et des exercices de renforcement des capacités à l'intention des dirigeants religieux. Le 1<sup>er</sup> juillet, l'Institut Mohammed VI a annoncé que les formations se poursuivraient durant la pandémie de COVID-19 et il a débloqué des places en vue de former de futurs *morchidines* (150) et *morchidates* (100) pour 2021.

Le gouvernement imposait aux dirigeants religieux qui travaillaient au Maroc de respecter les directives du « *Guide de l'imam, du sermonnaire (al-khatîb) et du prédicateur (al-wâ'iz)* », publié par le ministère des Habous et des Affaires islamiques. Ce dernier a continué de guider et de contrôler le contenu des sermons prononcés dans les mosquées, l'instruction religieuse islamique et la diffusion de documentation religieuse islamique dans les médias, mesures qu'il déclarait avoir prises pour combattre l'extrémisme violent.

Le 15 février, il a suspendu le prêcheur d'une mosquée d'Oujda parce qu'il avait critiqué « le deal du siècle », se référant à la normalisation potentielle des relations entre les États arabes et Israël, pendant le sermon du vendredi. En réaction, un

expert proche du Mouvement unité et réforme, le mouvement islamiste social étroitement lié au parti Justice et Développement, a critiqué le ministère des Habous et des Affaires islamiques pour avoir restreint la liberté d'expression de l'imam suspendu et l'a défendu ainsi que les idées qu'il prônait.

Ce ministère a continué d'exercer un contrôle sur les écoles coraniques dans le but d'empêcher que soient prononcés des discours qu'il jugeait incendiaires ou extrémistes et de veiller à ce que les enseignements soient conformes à la doctrine approuvée.

Les autorités exigeaient que les mosquées soient fermées au public peu après l'heure des prières quotidiennes afin d'éviter que les locaux soient utilisés pour ce qu'elles qualifiaient d'« activités non autorisées », comme des rassemblements destinés à encourager l'extrémisme. La construction de nouvelles mosquées, dont celles financées par des fonds privés, était subordonnée à l'autorisation du ministère des Habous et des Affaires islamiques.

Le gouvernement a continué de restreindre la diffusion de documents religieux non islamiques et de certains supports islamiques qu'il estimait incompatibles avec l'école malikite asharite de l'islam sunnite.

La politique du gouvernement consistait toujours à interdire la vente de tous livres, vidéos et DVD qu'il estimait extrémistes sur le plan religieux.

Les autorités autorisaient l'exposition et la vente de bibles en français, anglais et espagnol. Un petit nombre de traductions de la Bible en arabe étaient disponibles dans quelques librairies pour être utilisées dans le cadre de cours de l'enseignement supérieur.

Des militants pour la défense des droits des Amazighs (Berbères) ont fait état de cas d'intolérance et de répression des coutumes traditionnelles amazighes dans les villages amazighs ruraux par des morchidates nommées par les autorités.

Le gouvernement a poursuivi la rédaction et l'application d'une charte de l'éducation exigeant que l'enseignement traditionnel soit fondé sur des « valeurs » et le « respect des études religieuses et juridiques ». Le ministère de l'Éducation a continué l'examen des programmes sur la religion utilisés dans les établissements scolaires primaires et secondaires en vue d'entamer des réformes fondées sur les « valeurs universelles de liberté, d'empathie, de solidarité et d'honnêteté ». Depuis

le début de cet effort en 2016, 29 manuels scolaires ont été réécrits ; des modifications ont continué d'y être apportées pendant l'année.

Le 19 novembre, le roi Mohammed VI a approuvé la décision d'enseigner l'histoire et la culture juives dans le cadre du cursus en langue arabe des écoles primaires publiques. Une déclaration commune émanant de la Fédération séfarade américaine et de la Conférence des présidents des grandes organisations juives américaines a qualifié cette décision « d'engagement durable à reconnaître un passé pluraliste » et déclaré, « au cœur de cet effort se trouve le renforcement de l'entente et l'encouragement du lien entre musulmans et Juifs ». En juillet, le ministère des Habous et des Affaires islamiques a annoncé qu'il prévoyait d'encourager les universités publiques à intégrer les enseignements relatifs au christianisme, au judaïsme, à l'hindouisme et au bouddhisme. L'université Al Quaraouiyine à Fez proposait des cours sur l'histoire du judaïsme, la culture et la langue hébraïques ainsi que l'Ancien Testament. Le cursus comprenait également l'histoire de l'hindouisme, du bouddhisme et du christianisme.

Des Juifs et des chrétiens marocains ont continué d'affirmer que les programmes d'enseignement primaire et secondaire ne mentionnaient pas l'héritage historique ni la présence actuelle de leurs communautés dans le pays. Le gouvernement a continué de financer l'étude de la culture et du patrimoine culturel juifs dans les universités publiques.

Les autorités ont continué de diffuser des informations concernant l'islam et le judaïsme sur les chaînes de télévision et les stations de radio consacrées exclusivement à ces thématiques et financées par l'État. Les émissions de la chaîne de télévision Assadissa (six) étaient strictement religieuses, présentant avant tout la lecture et l'exégèse du Coran ainsi que du hadith (aphorismes faisant autorité et actes attribués au prophète Mahomet), en insistant sur l'interprétation de l'islam prônée par le gouvernement.

Selon les observateurs, le gouvernement a toléré les activités sociales et caritatives conformes à l'islam sunnite. Ainsi, le mouvement Unité et Réforme, plus grande organisation sociale islamique enregistrée du pays, a continué d'être proche du parti Justice et Développement, premier parti de la coalition au pouvoir et, selon les médias, de fonctionner sans restriction.

D'avril à septembre, la communauté bahaïe du Maroc a invité les personnes de différentes confessions qui suivaient sa page Facebook à prier pour être soulagées de la COVID-19 et organisé plusieurs conférences en ligne.

La monarchie a continué de soutenir les travaux de restauration de synagogues et de cimetières juifs à travers le pays, efforts qu'elle a déclarés nécessaires pour préserver le patrimoine religieux et culturel du pays et symboliser la tolérance. Selon le gouvernement et les dirigeants juifs, le ministère des Habous et des Affaires islamiques ne s'est pas immiscé dans le fonctionnement ou les pratiques des synagogues après la flambée de COVID-19 en mars, qui a succédé aux fêtes de Pourim et à un mariage à Agadir.

L'administration pénitentiaire a autorisé l'observance religieuse ainsi que les services religieux dispensés par des dirigeants religieux pour tous les prisonniers, y compris ceux appartenant à des minorités religieuses.

Le 30 mars, le gouvernement a lancé une enquête au sujet d'une liste de membres de la communauté juive qui auraient été contaminés par la COVID-19. Cette liste a été postée sur les réseaux sociaux et elle comprenait des noms, informations de contact et d'autres données à caractère personnel sensibles. Certaines sources issues de la communauté juive ont également déclaré que la liste était utilisée pour refuser aux personnes qui y figuraient de se faire soigner dans certaines cliniques privées.

Le 22 janvier, le roi a reçu l'archevêque catholique de Rabat, Cristóbal López Romero, pour le féliciter au sujet de son élévation au rang de cardinal. Le roi a déclaré que cette audience symbolisait les valeurs de coexistence, de compassion et de compréhension.

Le 16 janvier, le roi s'est rendu au Bayt Dakira, un musée-synagogue situé dans une demeure historique qui conserve le patrimoine de la communauté juive marocaine à Essaouira et dans tout le pays. Le roi a également organisé un banquet en l'honneur des membres présents de la communauté juive.

Selon les informations de la presse et des ONG, Ahmed Abbadi, responsable de la Rabita Mohammadia des Oulémas, un institut qui encourage la tolérance, a pris part à la visite, le 23 janvier, d'une délégation de chercheurs musulmans chevronnés à Auschwitz. Durant la visite, il a fait état de sa condamnation de la « barbarie » et des « crimes contre l'humanité » des nazis.

L'autorisation du ministère de l'Intérieur et du ministère des Habous et des Affaires islamiques restait nécessaire pour rénover ou construire des églises. Le 21 juin, l'église anglicane de St. John, à Casablanca, qui accueille une communauté

anglicane d'expatriés, a célébré l'inauguration de son centre communautaire, construit avec l'aval des autorités gouvernementales. À la fin de l'année, l'édifice de l'église était en rénovation, après approbation des autorités, et son inauguration était prévue en 2021.

### **Section III. Situation du respect de la liberté de religion par la société**

Des représentants des minorités religieuses ont déclaré que la crainte du harcèlement sociétal, notamment de l'ostracisme de la part des familles des convertis, du ridicule social, de la discrimination en matière d'emploi ainsi que de la violence de la part d'« extrémistes », constituaient les principales raisons pour lesquelles ils s'étaient mis à pratiquer discrètement leur foi. Des membres étrangers du clergé ont découragé des Marocains de confession chrétienne d'assister à des services religieux par crainte de harcèlement sociétal. Un membre de la communauté chrétienne locale a déclaré que des services religieux chrétiens avaient lieu dans des maisons-églises secrètes afin d'éviter de tels harcèlements.

Les représentants chrétiens et juifs ont déclaré qu'ils avaient constaté des changements positifs en matière de tolérance sociétale, qu'ils ont attribué à la visite en 2019 du pape François et à des déclarations prononcées par le roi à cette époque.

Le 1<sup>er</sup> avril, la police de Casablanca a arrêté un homme pour discours haineux postés sur les réseaux sociaux, qui accusait un Juif marocain et un ressortissant étranger d'être directement responsables de l'infection d'un grand nombre de personnes par la COVID-19.

Selon l'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient, une ONG américaine, un résident de Tanger a posté une vidéo sur YouTube le 28 avril, dans laquelle il déclarait que les Juifs n'étaient pas les « enfants des singes et des porcs » mais plutôt les frères des singes et des porcs parce qu'ils leur ressemblaient dans « leur conduite et leurs traits de caractère ».

Selon l'ONG Mimouna, fondée par de jeunes musulmans pour promouvoir et préserver l'héritage juif du Maroc, un manuel scolaire primaire en arabe introduit pendant l'année présentait la visite en janvier 2020 du roi à Bayt Dakira, un musée-synagogue qui célèbre l'héritage de la communauté juive à Essaouira. Le texte qui accompagnait les photos de la visite rendait hommage à la culture ainsi qu'au patrimoine juifs.

Selon le rapport 2018-19 de l'AMDH, l'islam chiite continuait d'être la cible de harcèlement sociétal dans la presse et dans les sermons du vendredi. Les chiïtes ont déclaré observer Achoura en privé pour éviter de se faire harceler par les autres Marocains. Des musulmans chiïtes ont déclaré que bon nombre d'entre eux évitaient de révéler leur religion dans les lieux où ils étaient en plus petits nombres.

Selon les médias, des militants, des dirigeants communautaires et des convertis au christianisme, les Marocains de confession chrétienne subissaient des pressions sociales de la part de membres de leur famille et d'amis non chrétiens pour se convertir à l'islam ou renoncer à leur religion. De jeunes chrétiens qui vivaient encore avec leur famille musulmane n'auraient pas révélé leur religion à leurs proches de peur de se faire expulser de leur foyer s'ils refusaient de renoncer au christianisme.

Des représentants des minorités chrétiennes au Sahara occidental ont déclaré que la crainte du harcèlement sociétal, notamment de l'ostracisme de la part des familles des convertis et du ridicule social, constituaient les principales raisons pour lesquelles ils s'étaient mis à pratiquer discrètement leur foi.

Les Juifs marocains ont continué de déclarer qu'ils vivaient et pouvaient se rendre à la synagogue en toute sécurité. Ils ont indiqué qu'ils pouvaient aller régulièrement dans les sites religieux et organiser des commémorations annuelles.

Les dirigeants de la communauté bahaïe ont déclaré ne pas avoir subi de harcèlement pendant l'année. Ils ont dit parler ouvertement de leur religion avec leurs proches, amis et voisins.

Des musulmans marocains ont continué de faire leurs études dans des écoles chrétiennes et juives privées, apparemment parce que ces établissements jouissaient d'une meilleure réputation pour la qualité de leur enseignement. Selon les administrateurs scolaires, les étudiants musulmans continuaient de représenter une part considérable des étudiants fréquentant des écoles juives à Casablanca.

Selon l'Arab Youth Survey (Étude sur la jeunesse arabe), un sondage annuel réalisé par une société de conseil dont le siège se trouve aux Émirats arabes unis, 62 % des jeunes du Maroc ont déclaré que la religion, et non la famille, la politique, la langue ou la nationalité, était le plus important déterminant de leur identité personnelle.

#### **Section IV. Politique et engagement du gouvernement des États-Unis**

Le chargé d'affaires et d'autres responsables de l'ambassade et du consulat général ont rencontré des responsables du gouvernement marocain, notamment du ministère de l'Intérieur et du ministère des Habous et des Affaires islamiques, pour encourager la liberté de religion et la tolérance religieuse, ainsi que le respect des droits des communautés minoritaires.

Lors de réunions et de débats réguliers avec les membres des communautés religieuses tant majoritaires que minoritaires dans l'ensemble du pays, des responsables de l'ambassade et du consulat général ont mis l'accent sur l'importance de protéger les minorités religieuses et de promouvoir le dialogue interconfessionnel. En raison des restrictions de voyage liées à la pandémie de COVID-19, les représentants des États-Unis n'ont pas été en mesure de rencontrer les membres de groupes religieux au Sahara Occidental.

En octobre, le Secrétaire d'État adjoint pour le Moyen-Orient du département d'État et l'ambassadeur ont visité le Musée du judaïsme marocain à Casablanca et organisé des réunions avec le président de la Fondation du patrimoine culturel judéo-marocain.

Au début du mois d'octobre, le PDG de la International Development Finance Corporation des États-Unis et l'ambassadeur ont assisté aux fêtes de Yom Kippour à Casablanca.